



COMMUNIQUE

Pour une adoption dans les normes du PLFI2021 et le respect de la Loi et des Citoyens

RETARD DE PRODUCTION DU PLFI 2021, RESPONSABILITES DES PARLEMENTAIRES A NE PAS BACLER !

Les députés dans l'attente du PLF2021

Si les bonnes pratiques au niveau mondial et la recommandation pour une meilleure transparence et participation publique au budget¹ exige que le PLFI 2021 soit publié et déposé à l'AN au plus tard fin Octobre 2020, ce texte venait seulement d'être publié et déposé par le MEF hier 17 Novembre 2020. Nous, organisations de la société civile, continuons de notre côté à déplorer cette situation alors que ce document est l'outil principal incontournable pour connaître le programme du gouvernement dans l'utilisation de l'argent public.

Ce PLF va-t-il de nouveau être voté à la va-vite sans considération de l'intérêt de la nation et des citoyens?

Si la Loi donne trente jours aux députés pour examiner le texte en première lecture et 15 jours pour les Sénateurs, compte tenu de la durée de la session parlementaire, nous risquons de nouveau d'avoir un vote expéditif de ce texte fondamental, avec un examen superficiel, voire inexistant et aucun débat citoyen. Le droit à l'information, à la transparence et à la redevabilité des citoyens sont ainsi mis à mal, ce retard incompréhensible et intolérable est contraire aux principes de bonne gouvernance dans un Etat de droit.

Nous nous insurgons ainsi contre ce manque flagrant de respect de la Loi et cette négligence de la part de l'Exécutif du pouvoir législatif et des Institutions (Assemblée Nationale et Sénat) ainsi que des Citoyens. Nous osons espérer que, pour cette fois-ci, les députés vont s'armer de courages et d'abnégations pour faire les efforts nécessaires et prendre le temps :

- (i) de consulter/Demander les avis de toutes les parties prenantes du secteur privé pour les secteurs économiques et de la société civile pour les secteurs sociaux et environnementaux.
- (ii) et de scrupuleusement analyser ce PLFI 2021 pour l'intérêt des citoyens malagasy notamment des zones et groupes vulnérables.

Que la pratique malencontreuse devenue une mauvaise habitude des députés de voter le budget après seulement revendications et défenses de leurs propres intérêts cesse ! Celle-ci ternit l'image de cette noble et importante Institution, garante de la démocratie et de l'équilibre de pouvoir et risque d'entamer encore davantage la confiance des citoyens envers les leaders et partis politiques.

¹ Open Budget Survey 2019 survey par IBP ; Article 46 de la LOLF n°2004-007

Pour un Sénat lésé au plan budgétaire qui se penche sur le PLFI malgré tout

En dépit des blocages budgétaires que subirait le Sénat, situation que nous déplorons et considérons comme une menace au bon fonctionnement démocratique de nos Institutions, nous exhortons les sénateurs à se pencher sur ce PLFI 2021 et les autres projets /propositions de lois qui seront soumis, pour démontrer au pays tout entier que le bien commun leur importe par-dessus tout, quoi qu'il advienne.

Antananarivo ce 18 novembre 2020

Les OSC signataires de ce communiqué :

CCOC

MSIS Tatao

OIMP

ONG HITSY

ONG SAHA

Hetsika ROHY

ONG TOLOTSOA

ONG RAVINTSARA

ONG IVORARY

Transparency International Initiative Madagascar